Semaine du 9 au 15 février 2009

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

Numéro 4

Politeia

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

Sommaire

France politique

- **Olivier Besancenot concurrent du PS**
- **Préparation d'un retour de la France dans l'OTAN**
- **Deux ministres en situation délicate**

France économie

- **Déficit de l'Etat fin 2008**
- **Plan de relance**

Europe

- **La Turquie dans l'UE ?**
- **Crise économique**

Asie

- **Les « forces armées collectives » de l'Est**
- **Coopération russo-turque renforcée**

Moyen-Orient

- **Monté de l'extrémisme en Israël**

Brèves

France politique

⇒ **Olivier Besancenot concurrent du PS** **(Le Figaro)**

François Hollande met en garde contre toute « naïveté » vis-à-vis du leader d'extrême gauche.

Et pour la cinquième fois consécutive, le meilleur opposant est... Olivier Besancenot. Selon notre baromètre OpinionWay, le leader anticapitaliste est désigné meilleur opposant face à Nicolas Sarkozy par 23% des personnes interrogées. Après des semaines marquées par des mouvements sociaux massifs et le lancement officiel du Nouveau Parti anticapitaliste, la progression de l'ancien porte-parole de la LCR n'est pas surprenante. Mais il faut quand même remonter au mois d'avril pour que le baromètre indique le nom d'un socialiste: c'était alors François Hollande.

Entre le PS et l'extrême gauche, la concurrence « sondagière » s'est durablement installée. À partir de quel moment Olivier Besancenot va-t-il devenir une menace pour le PS? « Je ne comprends pas la question, ironise le porte-parole Benoît Hamon. L'extrême gauche devient un problème si elle devance le PS dans les élections... » Ce qui est encore loin d'être le cas. Au PS, on s'en félicite: l'absence d'union à la gauche de la gauche démontre l'attitude « sectaire » du NPA. Et réduit son impact électoral. Pour ne pas subir la même accusation, le PS a envoyé une délégation lors de la création du NPA. Mais une délégation « a minima », explique-t-on, sans leader national.

Autour de Martine Aubry, on estime qu'en assurant son rôle de proposition et de protestation, le PS peut contenir la pression de l'extrême gauche. « Les électeurs veulent que leur vote ait une utilité », dit-on. Or le porte-parole de l'extrême gauche refuse les responsabilités.

Face au poids pris dans le débat public par Besancenot, les socialistes ne sont cependant pas tous sereins. Mardi, lors de la réunion du bureau national, des partisans de Ségolène Royal ont interpellé la direction sur sa stratégie vis-à-vis de l'extrême gauche en prenant, par ailleurs, le contre-pied des positions de leur championne. Alors que l'ancienne candidate estime « qu'il n'y a pas de barrière infranchissable » avec l'extrême gauche, certains de ses proches comme Manuel Valls s'inquiètent de voir le PS « courir après l'extrême gauche ». Le député, maire d'Évry, souligne la « volatilité » de l'électorat socialiste qui pourrait être tenté de se radicaliser si le PS crédibilise le NPA. [\[Retour\]](#)

⇒ **Préparation d'un retour de la France dans l'OTAN**

PARIS, 11 février 2009 (AFP) - Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés PS, a estimé mercredi que la visite de Nicolas Sarkozy la veille à Bagdad avait pour objectif de "préparer le retour de la France" dans le commandement militaire de l'OTAN, auquel s'oppose le PS qui demande un débat parlementaire.

"La visite du président de la République à Bagdad en a étonné plus d'un. C'est un signe donné aux Américains pour préparer le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN", a estimé M. Ayrault lors d'un point-presse, à son retour d'un voyage en Israël et Gaza avec une délégation de parlementaires français.

M. Ayrault a rappelé le "profond désaccord" du PS avec ce retour qui devrait être officiel lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg début avril: "La France doit garder son autonomie de décision".

"La décision ne peut pas être prise par le président seul. Il faut un débat et un vote à l'Assemblée nationale", a estimé le député-maire de Nantes.

Plus tôt dans la matinée, M. Ayrault avait vu dans l'offre de Nicolas Sarkozy, la veille à Bagdad, d'une collaboration sans limite de la France avec l'Irak, "une forme d'agitation personnelle".

"Il y a une forme d'agitation personnelle, il veut faire croire encore une fois qu'il est toujours président de l'Union européenne", a-t-il déclaré sur LCI.

"Si on veut que ça marche, il faut qu'il y ait des puissances, la puissance américaine qui j'espère va se remettre en mouvement après les années Bush où rien ne s'est fait, et puis la puissance européenne", a-t-il ajouté.

Alors que Nicolas Sarkozy, lors de sa visite-surprise à Bagdad, a exhorté les entreprises françaises à investir en Irak, M. Ayrault a jugé que "si c'est ça la vraie raison de la visite du président de la République, il y a quelque chose de déplacé".

"La question est celle de la paix, et d'une paix durable", a-t-il dit.

"Ce qui est déplacé, c'est la réaction du président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale", a réagi dans un communiqué le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre. [\[Retour\]](#)

⇒ Deux ministres en situation délicate

PARIS, 12 février 2009 (AFP) - Valérie Pécresse et Xavier Darcos, contraints de passer la main à un médiateur pour tenter de renouer le dialogue avec les enseignants, qui les accusent de "mépris", se retrouvent tous deux dans une situation délicate et voient leur autorité ministérielle contestée.

En difficulté avec les réformes qu'ils ont lancées - abouties ou non - que ce soit la réforme du statut des enseignants-chercheurs, de la formation ou du lycée, ces deux ministres ont été contraints, même s'ils s'en défendent, de déléguer les dossiers brûlants à de tierces personnes.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, confrontée à la colère croissante de la communauté universitaire, a dû nommer une médiatrice, Claire Bazy-Malaurie, chargée d'écrire un nouveau texte sur le statut des enseignants-chercheurs.

"Le travail est désormais entre ses mains", a concédé la ministre en présentant mercredi à la presse cette présidente de chambre à la Cour des comptes, dont l'origine (énarque et non universitaire) est déjà l'objet de contestation, y compris parmi les députés de l'UMP.

Le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, pourtant membre du "G7" (la garde rapprochée des sept ministres les plus proches de Nicolas Sarkozy), a été contraint de reporter d'un an la réforme du lycée. Il doit désormais travailler avec Richard Descoings, directeur de Sciences-Po Paris, au risque de paraître s'effacer derrière lui.

S'il n'a pas le statut officiel de médiateur, c'est M. Descoings qui est chargé de mener la concertation sur ce dossier. Il a d'ailleurs commencé les consultations dans les lycées.

Et sur les questions de jeunesse, l'un comme l'autre doivent dorénavant composer avec Martin Hirsch, nommé Haut commissaire à la jeunesse.

S'ajoute la constitution de missions parlementaires. Le député UMP Benoist Apparu est ainsi responsable de celle du lycée. Ce même député, ainsi que Daniel Fasquelle et Claude Goasguen (également UMP), sont chargés d'un groupe de travail sur la réforme du statut des enseignants-chercheurs, destiné à assurer le suivi de la mission de médiation.

En outre, à force de réformes menées au pas de charge, de propos jugés parfois vexatoires, la grogne dans le monde enseignant est devenue telle que les concessions ne suffisent plus aux enseignants pour se faire entendre.

Le spécialiste en histoire de l'Education Claude Lelièvre estimait récemment que M. Darcos avait "multiplié les erreurs" avec les enseignants au point que dans le primaire, "un point de non-retour a été franchi" et que seul un nouveau ministre pourrait permettre une "réconciliation".

"Ce sera votre Vietnam à vous (Xavier Darcos NDLR)", avait prédit son prédécesseur PS Jack Lang.

Quant à Mme Péresse, à peine sa médiation lancée, elle s'est heurtée à un durcissement de la coordination des universités mais aussi des présidents d'université qui jusqu'ici soutenaient en partie la réforme.

En janvier, M. Darcos s'est défendu d'avoir achevé son action mais à confié dans la presse qu'il ne pensait pas qu'il "mettrait en œuvre la réforme des lycées à la rentrée 2010".

Quant à Valérie Pécresse, elle est désormais engagée dans les régionales d'Ile-de-France.

Leur destin est-il encore entre leurs mains ? La question des suppressions de postes, dans le cadre de la politique du non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, a pris une telle ampleur, que la balle est désormais dans le camp du chef de l'Etat.

"Celui qui a la main, de toute façon, c'est Nicolas Sarkozy", a commenté à l'AFP Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU. [\[Retour\]](#)

France économie

⇒ **Déficit de l'Etat fin 2008**

PARIS, 13 février 2009 (AFP) - Le déficit de l'Etat français a fortement augmenté en 2008 à plus de 56 milliards d'euros, contre 41,7 milliards initialement prévu, une forte dégradation liée au ralentissement économique qui a pesé sur les recettes fiscales, a annoncé vendredi le ministère du Budget.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, avait anticipé fin janvier l'annonce de ce chiffre qui représente une dégradation de 4,7 milliards par rapport au collectif budgétaire voté en décembre.

Fin décembre 2008, les recettes nettes du budget général de l'Etat sont en baisse de 4,8% à périmètre courant, pour s'établir à 221,4 milliards d'euros contre 232,4 milliards un an plus tôt.

M. Woerth avait souligné devant les députés de la commission des Finances que ces baisses s'étaient "concentrées sur les deux derniers mois de l'année et sur les deux impôts les plus sensibles à la conjoncture, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur les sociétés".

Le ministre avait alors précisé que la baisse des recouvrements de TVA était essentiellement due au "comportement des entreprises, baisse de l'investissement et déstockage" et non à la consommation des ménages.

Il avait ajouté que la diminution de l'impôt sur les sociétés était notamment liée "à des provisions" passées par les entreprises touchées par la crise.

En 2008, les recettes d'impôt sur le revenu ont augmenté de 3,4% à périmètre courant (à 51,757 milliards d'euros) mais celles de l'impôt sur les sociétés ont reculé de 3,3% (à 49,179 milliards).

Les rentrées fiscales de TVA ont diminué de 1,3% à périmètre courant, et celles liées à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ont chuté de 6,9%.

Les autres recettes fiscales chutent de 22,4% à périmètre courant.

Les dépenses de l'Etat ont en revanche augmenté de 7,6 milliards d'euros à 278,2 milliards d'euros, soit une hausse de 2,8% sur un an, soit le taux d'inflation moyen de la France en 2008, ce qui est conforme aux engagements du gouvernement.

La progression des dépenses de l'Etat est due principalement à la charge de la dette, qui a bondi de 12,4% à périmètre courant.

La dotation des pouvoirs publics a également fortement progressé (+10,4% sur un an).

Au 31 décembre 2008, le déficit de l'Etat s'établit donc à 56,2 milliards et atteint 56,5 milliards si l'on exclut les "participations financières de l'Etat", indique le ministère du Budget. Il s'établissait respectivement à 34,7 et 38,4 milliards à la fin 2007.

"Ce qu'on doit faire, c'est que toutes les dépenses courantes de l'Etat ne progressent pas", a commenté Eric Woerth vendredi.

"L'idée, c'est qu'on investisse au maximum avec de l'argent public et que toutes les dépenses courantes soient tenues". [\[Retour\]](#)

⇒ **Plan de relance**

PARIS, 13 février 2009 (AFP) - Le PS a estimé vendredi que "la France est entrée en récession" et demandé au gouvernement de revoir son plan de relance, "très insuffisant".

"Le PS demande au gouvernement de revoir son plan de relance, tant au niveau des budgets mobilisés que de la nature des mesures prises", alors que la croissance de la France a baissé de 1,2% au quatrième trimestre, écrit Michel Sapin, secrétaire national du PS à l'économie et à la fiscalité, dans un communiqué.

"Face à la dégradation historique de la situation économique, le gouvernement ne peut se contenter de recycler d'anciennes mesures", juge-t-il.

"Pour 2009, le gouvernement anticipe un recul de l'activité supérieur à 1%, alors que selon les organisations internationales, le recul devrait plutôt être de l'ordre de 2%", assure l'ancien ministre socialiste de l'Economie.

"Face à l'ampleur de la récession, le plan de relance du gouvernement, de 26 milliards d'euros, est très insuffisant. Ce plan était fondé sur l'hypothèse d'une croissance légèrement positive pour 2009".

Or, juge M. Sapin "la situation économique actuelle invalide les prévisions sur lesquelles ce plan a été fondé" et "valide l'analyse socialiste" sur la gravité de la crise et sa nature.

Pour le PS, "pour être efficace, compte tenu de la nature de la crise, un tel plan doit marcher sur ses deux jambes et être massif, d'environ 50 milliards d'euros".

Ce plan "doit reposer sur le soutien à l'investissement, notamment public via les collectivités territoriales, et sur la relance du pouvoir d'achat", juge M. Sapin qui préconise, comme dans le contre plan du PS, "l'aide exceptionnelle de 500 euros aux bénéficiaires de la PPE et des minima sociaux, revalorisation immédiate de 3% du Smic, baisse de 1 point du taux normal de TVA...". [\[Retour\]](#)

Europe

⇒ La Turquie dans l'UE ?

RIGA, 12 février 2009 (AFP) - La Turquie sera prête à adhérer à l'Union européenne d'ici 2013, a déclaré jeudi à Riga son ministre des Affaires étrangères Ali Babacan.

"Nous sommes pleinement déterminés à entrer dans l'Union européenne. D'ici 2013, la Turquie se déclarera prête mais nous ne savons pas si l'UE y sera de son côté préparée", a déclaré le chef de la diplomatie turque à la presse.

"Nous ne sommes pas extrêmement pressés", a-t-il ajouté au cours d'une visite officielle en Lettonie, pays balte membre de l'Union depuis 2004. "Dans deux ou trois ans, la Turquie sera différente de ce qu'elle est maintenant", a poursuivi le ministre.

Ankara a commencé en octobre 2005 ses négociations d'adhésion à l'Union européenne mais seuls dix des 35 chapitres thématiques qui jalonnent ces discussions ont été ouverts et plusieurs Etats membres, dont la France, sont hostiles à une pleine adhésion de la Turquie.

Huit autres chapitres sont gelés depuis décembre 2006 en raison du refus turc d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions de la République de Chypre, qu'Ankara ne reconnaît pas. [\[Retour\]](#)

⇒ Crise économique

BRUXELLES, 11 février 2009 (AFP) - La présidence tchèque de l'UE a annoncé mercredi la tenue d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement européens le 1er mars à Bruxelles, notamment pour renforcer la "coordination" des efforts de relance.

"Nous allons nous réunir ici à Bruxelles le 1er mars", a indiqué lors d'une conférence de presse le Premier ministre tchèque Mirek Topolanek, après une entrevue avec le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

M. Topolanek a souligné que la rencontre aurait notamment pour objectif de "renforcer la coordination dans l'UE contre la crise" économique, au moment où les Européens apparaissent de nouveau divisés sur la marche à suivre et que la France se voit accuser de tentations protectionnistes.

M. Barroso a souligné qu'il serait question à ce sommet des problèmes financiers, et notamment des "actifs douteux" des banques qui freinent l'octroi de crédits, nécessaires pour relancer l'activité.

Dans une allusion au débat sur le danger du protectionnisme, le chef du gouvernement tchèque a souligné que "toutes les mesures prises au niveau des Etats membres (de l'UE) doivent respecter les règles communes".

Il a souligné l'importance du "marché intérieur" de l'Union européenne, qui "est le véhicule qui va nous permettre de sortir" de la crise.

M. Topolanek a également annoncé qu'un autre sommet européen se tiendrait en mai à Prague sur les moyens de faire face plus spécifiquement à la hausse du chômage causée par la crise. [\[Retour\]](#)

Asie

⇒ **Les « forces armées collectives » de l'Est**

MOSCOU, 13 février 2009 (AFP) - Les forces armées collectives créées par sept pays de l'ex-URSS membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (ODKB) ne sont pas dirigées contre l'Otan, a déclaré vendredi le secrétaire général de cette institution, le Russe Nikolaï Bordiouja.

"Nous ne disons d'aucune manière que ces forces armées sont anti-Otan", a affirmé M. Bordiouja, cité par l'agence Itar-Tass, "nous créons des forces collectives pour réagir à des situations de crise de toute nature sur les territoires des pays de l'ODKB".

Mais ces unités militaires communes ne seront "en aucun cas utilisées pour mettre fin à des conflits intérieurs, régler des problèmes politiques et assurer l'ordre sur le territoire des pays de l'ODKB", a souligné M. Bordiouja.

Un accord sur la création de ces forces armées avait signé le 4 février à Moscou, au cours d'un sommet des présidents des sept Etats membres (Russie, Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan).

La composition de ces unités et le fonctionnement du commandement unifié n'ont pas été détaillés jusqu'ici.

Cet accord a été annoncé à un moment où la Russie cherche à renforcer son influence dans les ex-républiques soviétiques, notamment dans le secteur-clé de la défense. A la chute de l'URSS, fin 1991, les Etats-Unis avaient renforcé leurs positions dans le Caucase et en Asie centrale.

Par ailleurs, la Russie et l'Arménie -- deux pays membres de l'ODKB -- ont créé un système unifié de défense antiaérienne, analogue à celui annoncé en début de mois entre Moscou et Minsk, a ajouté M. Bordiouja, sans en préciser les détails. [\[Retour\]](#)

⇒ **Coopération russo-turque renforcée**

MOSCOU, 13 février 2009 (AFP) - La Russie veut développer sa coopération avec la Turquie dans tous les domaines, notamment dans le nucléaire et l'énergie électrique, a déclaré vendredi le président russe, Dmitri Medvedev, lors d'une rencontre à Moscou avec son homologue turc, Abdullah Gül.

"Nous sommes intéressés par le développement des relations dans l'énergie électrique, le nucléaire et la coopération industrielle", ainsi que dans "le transport et le secteur agricole", a déclaré le chef de l'Etat russe au début de ses entretiens au Kremlin avec M. Gül.

Après leur rencontre, le ministre de l'Energie Sergueï Chmatko a indiqué que la Russie espérait construire en Turquie une centrale nucléaire.

"Nous nous attendons à ce que très bientôt notre proposition soit transmise au gouvernement de la Turquie par la commission des appels d'offre", a déclaré le ministre.

La centrale serait composée de quatre blocs dont chacun sera capable de produire 1.200 mégawatts. Selon M. Chmatko, ce projet représente un investissement de 18 à 20 milliards de dollars sur une dizaine d'années.

Le ministre russe a aussi indiqué que des négociations étaient en cours pour un contrat de livraisons d'électricité à la Turquie d'une valeur de 60 milliards de dollars sur quinze ans.

Les deux pays ont "des relations de partenariat avec une composante économique puissante et la croissance des échanges commerciaux en témoigne", a relevé le président turc.

La Russie est le principal partenaire commercial de la Turquie. Les échanges entre les deux pays ont atteint l'an passé 37,8 milliards de dollars (29,3 milliards d'euros). Moscou fournit notamment 63% du gaz consommé par les Turcs et 29% du pétrole.

"Nous espérons que cette dynamique se poursuivra malgré les problèmes dus à la crise" économique et financière mondiale, a souligné M. Medvedev.

"Nos pays sont des puissances de la région de la mer Noire", a-t-il observé en mettant l'accent sur "la nécessité d'efforts communs pour maintenir la paix et la sécurité dans la région de la mer Noire et dans le Caucase".

Pour sa part, M. Gül a dit espérer que "cette visite sera un tournant qui donnera une nouvelle qualité" aux relations bilatérales.

Le dirigeant turc devait rencontrer dans l'après-midi le Premier ministre russe, Vladimir Poutine.

Ankara cherche à renforcer sa diplomatie en ex-URSS et tout particulièrement dans le Caucase, qui se situe entre la Turquie et la Russie. [\[Retour\]](#)

Moyen-Orient

⇒ Monté de l'extrémisme en Israël

LE CAIRE, 11 février 2009 (AFP) - La presse arabe était pessimiste mercredi sur les chances de paix au Proche-Orient avec un gouvernement israélien qui pourrait être dirigé par le faucon Benjamin Netanyahu et devra composer avec Avigdor Lieberman, qualifié de "fasciste et de raciste" anti-arabe.

"Comment est-ce possible qu'une société aspirant à la paix puisse offrir à un tel fasciste ce large soutien qui lui donne la possibilité de devenir un jour Premier ministre d'Israël", s'interroge le journal pro-

gouvernemental égyptien Al-Ahram dans un éditorial, parlant de M. Lieberman qui détient la clé de toute coalition.

Israel Beiteinou, sa formation d'extrême-droite et partisane de la manière forte avec les Palestiniens est arrivée en troisième place aux législatives israéliennes de mardi.

"La montée inattendue de Lieberman est un signe inquiétant (qui reflète) une agressivité croissante au sein du peuple israélien et un racisme nouveau", ajoute-t-il.

Un autre quotidien pro-gouvernemental égyptien, "Al-Gomhouriya", s'inquiète pour le processus de paix avec un gouvernement Netanyahu, l'ex-Premier ministre dont le Likoud conservateur est arrivé en deuxième position.

"Pour ceux qui ne le connaissent pas, Benjamin Netanyahu considère que les Arabes ne comprennent que le langage de la force", affirme le journal.

"Si actuellement le processus de paix rencontre des obstacles (...), avec Netanyahu il sera entravé par plusieurs milliers de mines", souligne-t-il.

Le journal indépendant égyptien Al-Badil craint que le peuple israélien "s'oriente vers la haine, l'extrémisme et le racisme". Il estime que, "de toute manière, le grand vainqueur des élections est le fasciste Avigdor Lieberman". "L'équilibre du gouvernement (...) dépendra de cette personnalité fasciste et sanguinaire", ajoute le quotidien.

Il rappelle que M. Lieberman avait appelé notamment "à bombardier le barrage d'Assouan" en Egypte.

En Jordanie, qui comme l'Egypte, est lié par un traité de paix avec Israël, le journal gouvernemental Al-Raï prévient "Israël que tuer les Palestiniens n'a donné aucune avancée politique".

"Il existe encore une chance de paix et d'une solution à deux Etats. C'est Israël qui devra décider s'il veut une logique de paix ou continuer à être arrogant", souligne le journal.

En Syrie, le quotidien officiel As-Saoura estime que les élections israéliennes n'allaient pas permettre un changement de la situation au Proche-Orient, quel que soit le prochain Premier ministre israélien.

"Il n'y a aucune différence entre Livni et Netanyahu. Leur arrivée au pouvoir ne changera rien aux réalités du moment", affirme As-Saoura.

L'éditorialiste Dalal al-Bizri, du journal panarabe Al-Hayat, résume la situation: la région est en proie à "une lutte entre deux extrémismes, l'arabe et l'israélien. C'est très difficile d'être optimiste".

M. Netanyahu était le mieux placé pour mobiliser une majorité, bien que le parti de sa rivale centriste Tzipi Livni ait décroché de justesse la première place aux législatives. [\[Retour\]](#)

Brèves

BERLIN, 13 février 2009 (AFP) - Le Bundestag, chambre basse du parlement allemand, a adopté vendredi le second plan de relance du gouvernement, le plus vaste de l'après guerre, d'un montant de 50 milliards d'euros.

La chambre haute du parlement, le Bundesrat, doit se prononcer sur le texte le 20 février.

Ce plan de relance dont les modalités ont été débattues pendant des semaines entre les partenaires de la coalition gouvernementale conservateurs / sociaux-démocrates, sera mis en place sur deux ans.

Il comprend des dépenses importantes en matière d'infrastructures et des réductions d'impôts, et entraînera une forte hausse du déficit public.

PARIS, 12 février 2009 (AFP) - Le patron des députés PS Jean-Marc Ayrault a demandé jeudi à François Fillon d'engager la responsabilité de son gouvernement à l'Assemblée nationale sur la question du retour de la France au sein du commandement intégré de l'Otan, voulue par le président Nicolas Sarkozy.

Dans une lettre adressée au Premier ministre et dont l'AFP a obtenu copie, M. Ayrault juge "essentiel" que députés et sénateurs - "y compris ceux de la majorité", ironise-t-il, tant le retour au sein de l'Otan est décrié par certains membres de la majorité- puissent se prononcer sur "ce retournement stratégique".

PARIS, 11 février 2009 (AFP) - La France appelle le futur gouvernement israélien à "s'inscrire dans le processus de paix" et à le conclure "au plus vite", dans sa première réaction aux élections législatives en Israël, a déclaré mercredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Eric Chevallier.

"Nous appellerons le futur gouvernement à s'inscrire résolument et sans délai dans le processus de paix, dans tous ses volets, et à conclure ce processus au plus vite, avec l'appui de la France, de l'Union européenne, du Quartette (Etats-Unis, UE, ONU et Russie) et de l'ensemble de la communauté internationale", a déclaré M. Chevallier à la presse.

La centriste Tzipi Livni a décroché de justesse la première place aux élections mais son rival, le leader de la droite Benjamin Netanyahu, était mercredi le mieux placé pour disposer d'une majorité.

PARIS, 13 février 2009 (AFP) - Le président Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi le dépôt au Parlement, d'ici fin mars, d'un projet de loi sur un "statut du beau-parent", pour "reconnaître des droits et devoirs aux adultes qui élèvent des enfants qui ne sont pas les leurs". [\[Retour\]](#)